

## SHORT NEWS

## Comment qu'on dit « chaos » en grec ?

(lm) - Soutenir le gouvernement grec, « dans l'intérêt même de la poursuite du projet de construction européenne », c'est ce que demande au gouvernement luxembourgeois le comité de solidarité avec la Grèce. Le communiqué publié jeudi rappelle les crises et déboires du passé et le fait que la Commission européenne « constate que le pays a respecté les engagements qu'il a assumés en été 2015 ». Désormais, il faudrait lancer un message positif, encourager la Grèce et favoriser de nouveaux investissements. « À cette fin, un réaménagement de la dette est absolument nécessaire », estime le comité. Et il met en garde : si, au contraire, « les institutions cherchent à imposer des coupes budgétaires complémentaires, les efforts du pays seront réduits à néant, avec des conséquences incalculables pour la Grèce et pour l'Europe ». Cette inquiétude est justifiée. Au centre de l'Europe, des banquiers et des idéologues s'accrochent à des principes devenus intenable, tandis que l'existence même de l'Union est gravement menacée. Or, à l'extrémité sud-est de celle-ci, les tensions sont à leur maximum. Il suffit d'un programme d'austérité, d'une crise de gouvernement supplémentaire, pour que les institutions grecques s'effondrent et que le pays et sa région basculent dans le chaos.

## Délinquance : des chiffres et des préjugés

(lc) - Il voulait vraiment savoir et il en a eu pour son argent. Le député ADR Fernand Kartheiser souhaitait questionner les chiffres de la délinquance liée à la drogue présentés par la police, pour savoir combien de dealers ont été condamnés, voire renvoyés dans leurs pays. Il est clair que le but de cette question parlementaire était de mettre en chiffres les amalgames faits entre étrangers et trafic de drogues. Côté amalgames, il a été servi : sur les 108 arrestations liées au commerce et au trafic de drogues en 2015, on trouve plus de cinq nationalités, dont la luxembourgeoise en première ligne. 71 affaires ont été jugées, 17 sont en cours d'instruction, 15 en attente d'une audience au tribunal correctionnel, quatre ont été renvoyées et seulement une a été classée. Quant aux renvois dans les pays d'origine, l'affaire est un peu plus compliquée. Invoquant la Convention européenne des droits de l'homme, Félix Braz explique que le renvoi d'une personne est souvent une affaire délicate et que commettre un délit ne signifie pas automatiquement un placement en centre de rétention. Certes, il est aussi parfois difficile d'établir définitivement l'identité d'une personne quand celle-ci ne coopère pas avec les autorités. Mais, au final, seules 30 personnes en tout ont été renvoyées soit dans leur pays d'origine, soit dans un autre pays européen selon la convention de Dublin.

## Scheidungsrecht vor der Reform

(rg) - Zur Halbzeit der aktuellen Koalition präsentierten Justizminister Felix Braz (Déi Gréng) und sein Kollege für soziale Solidarität, Romain Schneider (LSAP), eine umfangreiche Reform, die neben der Abänderung des Scheidungsrechtes auch die Schaffung der Funktion Familienrichter und eine Neu-Formulierung der „autorité parentale“ vorsieht. Im Vorfeld hatte die CSV bemängelt, durch die Verbindung dieser drei Reformelemente würde das Gesetzgebungsverfahren ungebührlich in die Länge gezogen. Braz verwies darauf, dass diese Reformen in ihrer Gesamtheit seit 1999 durch die Verfassungsrichter gefordert werden und es die CSV war, die bis vor zweieinhalb Jahren den Justizminister stellte. Es „würde den justizpolitischen Sprecher der CSV ehren, wenn er jetzt zugäbe, hier sei sehr viel Zeit verloren worden“ meinte Braz „ganz ironiefrei“. Die wichtigsten Neuerungen des Entwurfs: Es gibt in Zukunft keine Scheidung mehr wegen Fehlverhaltens eines Partners, sondern entweder auf der Basis beiderseitigen Einverständnisses oder gemäß dem hierzulande bislang nicht bekannten Zerüttungsprinzip. Auch soll das Sorgerecht für die Kinder nicht, wie bisher üblich, in der Regel nur einem Elternteil zugesprochen werden, sondern die Verantwortung soll bei beiden verbleiben auch wenn einem Elternteil die Hauptaufgabe bei der Erziehung zukommen kann. Romain Schneider verwies seinerseits auf die Möglichkeit geschiedener Ehepartner, die länger als fünf Jahre nicht berufstätig waren, Rentenansprüche für diese Zeit aus dem gemeinsamen Eheguthaben - sofern vorhanden - zu finanzieren.

## AKTUELL

## PROCÈS LUXLEAKS

## Lanceurs ou balances ?

Luc Caregari

**Suite et fin du procès Luxleaks : le réquisitoire du parquet s'incline devant les exigences de PWC et le statut de lanceur d'alerte devient le centre des discussions.**

Dix-huit mois de prison plus amende pour Antoine Deltour et Raphaël Halet, une amende pour Édouard Perrin. Dès le dernier mot du réquisitoire du procureur adjoint David Lentz prononcé, le « shitstorm » sur Twitter contre lui, la justice luxembourgeoise et PWC s'est déclenchée. Pas étonnant donc que ces jours-ci le comité « Nation Branding » préfère concentrer ses activités en Finlande, où le couple grand-ducal est en visite d'État, pour faire avancer l'image du pays - ici, en ce moment, il n'y a rien à gagner.

Et il faut dire que le réquisitoire a de quoi choquer. D'abord, il y a les peines de prison demandées pour Deltour et Halet : 18 mois, même si Lentz ne s'oppose pas au sursis et que c'est loin des 10 ans qu'ils encouraient selon la loi, cela reste beaucoup. Quant à l'amende requise contre le journaliste, elle reste tout simplement inexplicable, car il avait été largement disculpé par Halet au cours de son passage à la barre (woxx 1370). Si le procureur adjoint a essayé de faire un peu de charme en exprimant son « respect pour l'opiniâtreté » de

Perrin, il n'a pas pris conscience de son geste. Car quelle « ligne rouge » le journaliste aurait-il franchie en publiant les résultats de ses recherches ? D'ailleurs, dans sa réponse au réquisitoire ce mercredi, l'avocat français de Perrin, Olivier Chappuis, l'a dit très clairement : « Si vous condamnez M. Perrin aujourd'hui, il fera condamner le Luxembourg demain » - devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. D'ailleurs, Lentz a aussi loué la nouvelle directive européenne dite « secret des affaires » - alors qu'elle met manifestement en péril toute forme de journalisme d'investigation et protège les multinationales et les cabinets d'audits comme PWC de toute curiosité trop rapprochée.

**« Comme passer près d'une école à 200 km/h. »**

Mais c'est surtout le fait que le procureur adjoint a dénié le statut de lanceurs d'alerte à Deltour et Halet qui fait mal. Ce faisant, il suit la demande de la partie civile, dont l'avocat Hervé Hansen a ce mercredi encore une fois répété les arguments : invoquer le statut de lanceurs d'alerte ne serait pour Deltour et Halet qu'une

Mort à la place financière ? Vraiment ?



PHOTO : JONK LENK

CITIZEN

PHOTO : JONK LENK



Peut-être un peu fort, mais la direction est la bonne.

stratégie de défense qu'ils ont déployée quand ils n'avaient plus le choix. Ils seraient à considérer comme des voleurs et des opportunistes avides de gloire publique, manifestement remplis d'une volonté de nuire à leur ancien employeur.

Seulement, cette ligne ne tient pas. Il a été établi, aussi bien par l'audit interne chez PWC que par les enquêtes policières en France comme au Luxembourg, qu'aucun des deux lanceurs d'alerte n'a reçu ne serait-ce qu'un centime d'euro de compensation pour les documents qu'ils avaient soustraits à PWC et rendus sciemment publics pour dénoncer l'optimisation fiscale.

**« Si vous condamnez M. Perrin aujourd'hui, il fera condamner le Luxembourg demain. »**

Une argumentation qui a été mise en pièces par les avocats de la défense. Pour Bernard Colin, l'avocat de Raphaël Halet, le scandale est qu'on questionne toujours les motifs de son client et surtout que la justice tente en permanence de recadrer le débat sur le droit pénal luxembourgeois, alors que le droit européen est déjà en avance sur celui-ci.

De plus, Colin tente de recentrer l'attention sur le fait que la justice essaie de débattre de la légitimité du statut de lanceur d'alerte, mais bloque toute tentative de poser la question de savoir si les tax rulings étaient légaux ou non. Pour lui, ils ne le sont manifestement pas. « Les tax rulings peuvent être légaux en tant que tels - mais ils peuvent bel et bien être utilisés pour commettre des fraudes fiscales », a-t-il plaidé, avant de comparer ces documents à de grosses Lamborghini : « C'est peut-

être bien d'en avoir une sur l'autoroute, mais quand vous passez à 200 km/h près d'une école, ça l'est déjà beaucoup moins. »

De manière générale, le tribunal luxembourgeois a aussi tenté de suivre PWC dans l'argument qu'il ne fallait pas faire de la politique, puisque le cabinet d'audit ne souhaitait pas s'engager dans un débat. C'est vrai que PWC préfère dicter sa politique dans le calepin des gouvernants plutôt que d'en débattre. Car si le procès Luxleaks a démontré quelque chose, c'est bien l'étendue du pouvoir des cabinets d'audits sur l'État luxembourgeois : de l'écriture d'avant-projets de loi à l'impression des « Advanced Tax Agreements » avec l'en-tête de l'Administration des contributions directes, il n'y a pas un seul pas qui n'ait été fait sans la bénédiction et le concours d'un des « Big Four ».

C'est bien le système à la luxembourgeoise qui est touché au cœur dans ce procès. Et le fait que l'étude de Philippe Penning, un des avocats d'Antoine Deltour, soit mêlée aux Panama Papers démontre à quel point le « sell out » de notre souveraineté nationale à la finance internationale est un des piliers de notre modèle économique. Gageons d'ailleurs que Luxleaks n'était que le commencement, et que les Panama Papers révéleront aussi leur lot de révélations sur le fonctionnement de la place.

## Dénoncer les accords UE-Turquie

(CLAE) - Le 18 mars dernier, le Conseil européen et la Turquie se sont entendus sur un accord visant à « résoudre » la crise des réfugiés. Un accord qui viole la substance même du droit européen concernant la protection internationale. Un accord qui permet une fois de plus à l'Europe d'externaliser ses frontières et de se déresponsabiliser.

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR) ainsi que toutes les grandes organisations de défense des droits humains se sont indignées de cet accord, qui revient à accepter la marchandisation des êtres humains en échange de concessions politiques. Concessions faites à un pays auquel par ailleurs l'Union a souvent reproché ses manquements en matière de droits de l'homme. Quelques semaines après la mise en œuvre de cet accord, la situation en Grèce est proche du péril humanitaire. Des dizaines de milliers de personnes, à l'avenir incertain, sont bloquées dans des camps dans des conditions sanitaires désastreuses. Jusqu'à présent, seuls 103 réfugiés syriens ont été réinstallés dans l'Union européenne selon le programme « 1 pour 1 », alors qu'environ 400 personnes ont été renvoyées vers la Turquie.

Or, environ 8.000 personnes sont arrivées sur les îles grecques depuis le 20 mars. De plus, les départs de Libye vers l'Italie enregistrent également une forte progression depuis quelques semaines, comme chaque année à cette saison. Nous pouvons redouter que l'accord UE-Ankara coupant la route des Balkans pousse les personnes en fuite à emprunter davantage la voie libyenne, avec les nombreux risques qu'elle comporte.

Nous demandons aux parlementaires européens de dénoncer l'accord que l'Union a conclu avec la Turquie et de mettre en œuvre le plan de relocalisation décidé par la Commission européenne. L'Europe doit ensuite établir un plan commun d'accueil ambitieux solidaire des pays de premières lignes, qui soit à même de résoudre cette crise humanitaire. Un accueil qui ne peut se faire sans envisager des voies légales et sûres d'entrée en Europe pour les réfugiés. L'Union Européenne doit également tout mettre en œuvre pour contribuer à résoudre les conflits et crises politiques dans les différents pays d'origine.